



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 6 – 11 février 2022

Sommaire

Fait marquant

- Le Premier ministre annonce la suppression de toutes les restrictions relatives au Covid d'ici à la fin février

Climat & Energie

- Le Gouvernement pourrait approuver six nouveaux champs pétroliers en 2022
- *BP* enregistre son meilleur bénéfice annuel en huit ans
- *Octopus Energy* et *National Grid* lancent un projet pilote pour mieux équilibrer l'offre et la demande en électricité

Environnement

- *WWF* appelle le Royaume-Uni à se doter d'un plan ambitieux pour décarboner le secteur de l'agriculture
- Lancement du programme « *Landscape Recovery* »
- Soutien du Royaume-Uni à la création de la plus grande aire marine protégée transfrontalière du monde dans le Pacifique-Est

Industrie

- Malgré une volonté affichée de relocaliser sa production, les importations d'origine asiatique du RU ont fortement augmenté
- Le RU envisage la création d'un fonds pour la recherche destiné à remplacer *Horizon Europe*

Transport

- Le ministère des Transports (*DfT*) prolonge l'aide financière accordée à *Transport for London (TfL)*
- La fin des aides financières « Covid » pourrait contraindre les compagnies de bus à supprimer un tiers de leurs services en Angleterre

- L'introduction de nouveaux contrôles aux frontières à l'été 2022 inquiète les transporteurs britanniques
- Le gouvernement souhaite développer les infrastructures électriques à quai

Fait marquant

Le Premier ministre annonce une suppression de toutes les restrictions relatives au Covid d'ici à la fin février

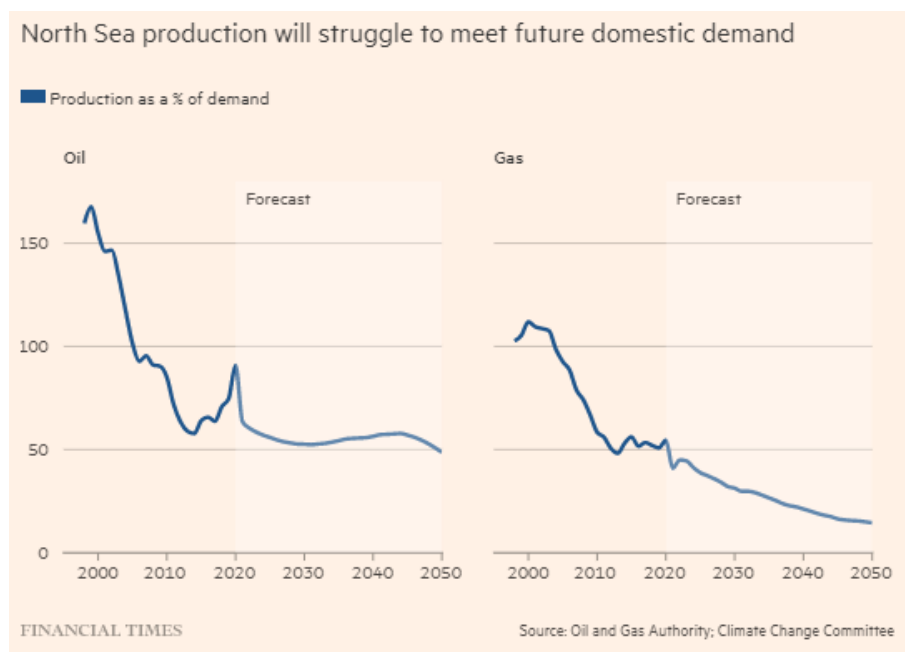
Le Premier ministre a annoncé la suppression de toutes les contraintes relatives au Covid, dont l'obligation d'auto-isolément pour les personnes atteintes, d'ici à la fin du mois de février, alors que les règles actuelles devaient rester en vigueur jusqu'au 24 mars. Les personnes atteintes du Covid devraient rester chez elles, comme elles le feraient en cas de grippe, mais sans obligation légale assortie de lourdes amendes. Cette annonce intervient alors qu'il est estimé qu'une personne sur 19 a contracté le Covid la première semaine de février en Angleterre, en légère hausse par rapport à la semaine précédente. Elle a recueilli un accueil enthousiaste de la part des professionnels de l'hôtellerie, de la restauration et de la nuit, ainsi que des commerçants, qui espèrent que ce retour à la normalité favorisera un retour vers des comportements de consommation proches de ceux d'avant la pandémie. Elle est en revanche fortement contestée, notamment par de nombreux scientifiques, et suscite l'inquiétude des syndicats et des interrogations des fédérations d'entreprises quant à ses modalités de mise en œuvre. L'union des syndicats *Trades Union Congress* (TUC) s'inquiète de la sécurité des personnels au travail et demande au gouvernement de maintenir les indemnités légales de maladie dès le premier jour (plutôt que de revenir au 4^{ème} jour, comme c'était le cas avant la pandémie), de veiller à ce que tous les travailleurs soient couverts par ces indemnités et d'augmenter leur niveau (environ 2 millions de personnes, principalement des femmes, n'y sont pas éligibles en raison de la faiblesse de leurs revenus). Les représentants des entreprises attendent de leur côté des orientations et recommandations claires, une définition de leurs responsabilités légales envers leurs employés et leurs clients, considérant qu'à défaut, cette mesure pourrait accroître les conflits et la confusion sur les lieux de travail. Par ailleurs, entreprises comme syndicats s'inquiètent d'une possible suppression de la gratuité des auto-tests de dépistage. La mairie de Londres a annoncé qu'elle maintiendrait le port obligatoire du masque dans ses transports publics, même après l'abandon des restrictions légales nationales.

Le chiffre de la semaine

8,1 Md£

Lors de l'examen de son budget, le Gouvernement Gallois a indiqué qu'il investirait 8,1 Md£ dans les infrastructures vertes (services de bus, transport ferroviaire et protection des forêts) d'ici 2025.

Le graphique de la semaine



Les importations de gaz britanniques en provenance de Norvège, du Qatar et de Russie, pourraient passer de 30 % à 70 % d'ici 2030 alors que d'ici 2040, le RU ne sera en mesure de ne satisfaire qu'un cinquième de la demande en gaz à partir de la production nationale, contre près de la moitié actuellement. Cette part pourrait passer à 15 % en 2050, selon les projections de l'*Oil and Gas Authority*.

Climat & Energie

Flash – [Le chef de l'autorité de régulation de l'énergie Ofgem](#) a indiqué devant des parlementaires que l'*Ofgem* aurait dû agir plus tôt pour empêcher la faillite de près d'une trentaine de fournisseurs d'énergie depuis août dernier en renforçant les exigences de solidité financière pour les nouveaux entrants sur le marché. Ces faillites pourraient coûter aux ménages près de 2,5 Md£ en raison des coûts supportés par les fournisseurs reprenant les clients de ceux ayant fait faillite.

Flash – [Le ministre écossais de l'énergie](#) juge insuffisants les 290 M£ que le Gouvernement s'est engagé à verser à l'Ecosse pour faire face à la hausse des prix de l'énergie et alerte sur le risque d'augmentation des décès du fait de la hausse de la précarité énergétique.

Flash – Le gouvernement britannique a annoncé que les enchères dans le cadre du système de [Contracts for Difference](#) auront désormais lieu chaque année, et non plus tous les deux ans, dans le but de stimuler la chaîne d'approvisionnement bas carbone britannique.

Flash – [Un laboratoire d'Oxford](#) a établi un record mondial en matière de fusion nucléaire, au sein du réacteur expérimental JET.

Flash – En augmentant la quantité d'énergie consommée, sur laquelle repose les certifications énergétiques des logements, l'installation de pompes à chaleur pourrait dégrader la classe énergétique des logements et faire baisser leur valeur. Le Gouvernement a indiqué réfléchir à changer les règles liées à la certification énergétique afin de ne pas pénaliser les particuliers installant des pompes à chaleur.

Le Gouvernement pourrait approuver six nouveaux champs pétroliers en 2022

Six champs pétroliers et gaziers en mer du Nord pourraient recevoir le feu vert du régulateur dès cette année, comme le révèle [The Telegraph](#), alors que plusieurs membres du Cabinet s'opposeraient à des mesures "insensées" visant à atteindre la neutralité carbone en 2050, dans un contexte de forte hausse des prix de l'énergie et de baisse du pouvoir d'achat des ménages. Selon le journal, le Chancelier de l'Echiquier Rishi Sunak aurait demandé à Kwasi Kwarteng, le ministre de l'Economie et de l'Energie, d'accélérer l'octroi des licences pour dynamiser l'emploi et les recettes fiscales et renforcer la sécurité énergétique du RU. Les six champs pétroliers et gaziers (Rosebank, à l'ouest des îles Shetland, Jackdaw, Marigold, Brodick, Tolmount East et Catcher, dans la partie centrale de la mer du Nord) doivent également recevoir l'approbation de l'autorité britannique de régulation du pétrole et du gaz (OGA) pour commencer la construction des plateformes. Malgré les appels de l'Agence Internationale de l'Energie à l'arrêt de tout nouveau projet d'extraction nationale de combustibles fossiles, le Gouvernement s'est engagé à soutenir la production de pétrole et de gaz tout en développant les sources d'énergie renouvelables. Les réserves combinées des six sites (62 millions de tonnes équivalent pétrole) correspondent à six mois de consommation au Royaume-Uni.

BP enregistre son meilleur bénéfice annuel en huit ans

[BP](#) a annoncé mardi un bénéfice de 12,85 Md\$ en 2021, le plus élevé en huit ans, grâce au bond des prix du gaz naturel et du pétrole et de la reprise progressive de l'économie mondiale. Le fort redressement de BP, qui avait accusé une perte de 5,5 Md\$ en 2020, intervient alors que la société britannique a déclaré qu'elle prévoyait d'augmenter ses dépenses dans les énergies renouvelables (pour rappel, BP a été sélectionné le mois dernier par le *Crown Estate Scotland* pour développer un projet de 2,9 MW dans le domaine de l'éolien maritime). Les résultats trimestriels ont été soutenus par la hausse des prix et de la production de pétrole et de gaz, qui a plus que compensé la faiblesse des activités de négoce et l'impact de la hausse des coûts énergétiques sur des opérations telles que le raffinage. Alors que la dette de BP a fortement diminué pour atteindre 30,6 Md\$ à la fin de l'année dernière, soit une baisse de 8,3 Md\$ par rapport à l'année précédente, l'opposition parlementaire continue d'appeler à la mise en place d'une taxe exceptionnelle (*windfall tax*) sur les profits des compagnies pétrolières pour financer des mesures supplémentaires permettant de réduire l'impact de la hausse des prix de l'énergie sur les ménages les plus défavorisés. BP a indiqué être opposé à une telle taxe qui ne ferait que retarder la mise en œuvre de son objectif de neutralité carbone d'ici 2050 alors que l'entreprise s'est engagée à réduire de moitié ses émissions issues de ses opérations d'ici 2030, contre 30%-35% visé auparavant.

Octopus Energy et National Grid lancent un projet pilote pour mieux équilibrer l'offre et la demande en électricité

Le fournisseur d'électricité *Octopus Energy* et le gestionnaire du réseau d'électricité *National Grid* ont annoncé le lancement le 11 février [d'un projet pilote](#) visant à offrir de l'électricité gratuitement à des ménages en échange d'une limitation de leur consommation à certaines heures de la journée. Cette expérimentation, la plus importante jamais réalisée dans ce domaine, vise à évaluer sa contribution au lissage des pics de consommation et à la réduction de la consommation de gaz (qui a produit 37 % de l'électricité consommée au RU en 2021) en cas d'insuffisante production d'électricité de sources renouvelables. Sur les 1,4 M de clients d'*Octopus Energy*, près de 100 000 clients qui disposent de compteurs intelligents devraient participer à l'expérimentation, qui doit s'achever le 31 mars 2022. Les clients se verront notifier la veille certains objectifs propres à chaque foyer et, en cas d'atteinte, pourront bénéficier d'électricité gratuite sur certaines plages horaires. La généralisation de « la réponse à la demande » nécessiterait toutefois un déploiement massif de compteurs électriques intelligents au RU.

Environnement

WWF appelle le Royaume-Uni à se doter d'un plan ambitieux pour décarboner le secteur de l'agriculture

Dans [son nouveau rapport](#) « *Land of plenty* », l'ONG appelle le Gouvernement britannique à décarboner le secteur de l'agriculture d'au moins 35 % d'ici 2030 pour atteindre l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050 et faire des terres britanniques un puits de carbone net au plus tard en 2040. La mise en place d'une agriculture durable devrait permettre de réduire l'équivalent des émissions générées par 900 000 voitures et de restaurer les habitats (prairies, marais, etc..) tout en limitant le rythme de disparition de certaines espèces comme la perdrix grise, la tortue d'eau ou la tourterelle des bois. Parmi les dix propositions contenues dans le rapport, figurent notamment la fixation d'objectifs contraignants de réduction des émissions dans le secteur agricole et la fixation d'un objectif de réduction de l'empreinte globale du Royaume-Uni, notamment pour les impacts du système alimentaire britannique à l'étranger. La réduction de moitié des déchets azotés et des émissions de méthane, un meilleur accompagnement des agriculteurs couplé à un système de paiements réellement incitatif pour la mise en place d'actions favorables à l'environnement, la promotion de régimes alimentaires durables, sains et nutritifs et la protection des écosystèmes riches en biodiversité figurent également parmi les priorités du WWF.

Lancement du programme « *Landscape Recovery* »

Le ministère en charge de l'environnement (DEFRA) a annoncé l'ouverture des candidatures pour la première série de projets pilotes de valorisation des paysages. Ce programme s'adresse aux propriétaires et gestionnaires fonciers et, pour cette première série, vise à :

- préserver et restaurer les espèces indigènes menacées d'Angleterre ;
- restaurer les cours d'eau et les rivières d'Angleterre ;

- améliorer la qualité de l'eau, la biodiversité et s'adapter au changement climatique.

Pour mémoire, le « *Landscape Recovery* » est l'un des trois nouveaux programmes de gestion environnementale des terres (« *environmental land management schemes* ») de la nouvelle politique agricole anglaise post-Brexit (et qui vient notamment remplacer les paiements directs de la PAC).

Soutien du Royaume-Uni à la création de la plus grande aire marine protégée transfrontalière du monde dans le Pacifique Est

Grâce à son nouveau Fonds pour la planète bleue, le secrétaire d'Etat Lord Goldsmith a [annoncé](#) que le Royaume-Uni soutiendrait l'Équateur, le Costa Rica, la Colombie et le Panama dans leur volonté de travailler ensemble à la création de la plus grande zone marine protégée transfrontalière du monde dans le Pacifique Est. Le Royaume-Uni investira 2 M£ dans le cadre du programme *PROBLUE* de la Banque mondiale et déploiera des experts marins pour fournir une assistance technique dans le cadre de notre programme de partenariat avec les pays océaniques.

Industrie

Flash – Alex Burghart, ministre en charge du développement des compétences, a annoncé la [création](#) du *Apprenticeships in Manufacturing (AIM)*, auquel participeront huit organisations professionnelles du secteur manufacturier et plusieurs ministères. Son objectif est de développer des apprentissages « hautement qualifiés » dans l'industrie manufacturière. [Make UK](#) avait par ailleurs appelé à réformer le mode de financement de l'apprentissage dans le secteur.

Flash – Plusieurs petits producteurs d'[acier](#) britanniques déplorent une forte baisse de leur activité à l'export vers les Etats-Unis. Le RU n'a en effet pas réussi à conclure d'accord avec les Etats-Unis pour supprimer les droits de douane de 25 % sur les importations d'acier, une exemption obtenue par l'UE à l'automne 2021 puis par le Japon, il y a quelques jours.

Malgré une volonté affichée de relocaliser sa production, les importations d'origine asiatique du RU ont fortement augmenté

Le *Manufacturing Technology Center (MTC)*, organisme de recherche) développe un [Reshoring Index](#) qui compare la production manufacturière britannique par rapport aux importations depuis 14 pays d'Asie aux faibles coûts de main-d'œuvre. Le ratio des importations par rapport à la production domestique est passé de 43 % au T1 2018 à 61 % au T3 2021. La production manufacturière britannique a diminué depuis le printemps 2020 et n'a pas encore retrouvé son niveau pré-pandémique. A la même période, la production en Asie a redémarré plus rapidement (notamment car la pandémie avait démarré plus tôt dans la région) ce qui lui a permis de satisfaire la demande britannique. Clive Hickman, directeur exécutif du *MTC*, a appelé à une « renaissance » de l'industrie manufacturière britannique en encourageant la relocalisation de la production. Il propose notamment de renfoncer les liens entre le monde académique et l'industrie, d'accroître les compétences dévolues afin de créer des stratégies industrielles régionales et d'accorder des financements publics dédiés à la transition vers une industrie décarbonée.

Le RU envisage la création d'un fonds pour la recherche destiné à remplacer *Horizon Europe*

Le secrétaire d'Etat en charge de la science [George Freeman](#) a confirmé que le RU espérait toujours obtenir le statut de membre associé au programme européen pour la recherche et l'innovation. Il a cependant annoncé que le gouvernement britannique étudiait actuellement la possibilité de créer un fonds international qui jouerait le même rôle qu'*Horizon Europe*. Doté d'un peu plus de 6 Md£ sur trois ans, ce fonds pourrait associer plusieurs pays hors de l'UE (Australie, Canada, Israël, Japon, Suisse). De nombreux [chercheurs](#) britanniques, mais aussi européens, estiment que l'exclusion du RU d'*Horizon Europe* pénaliserait l'ensemble de la recherche européenne.

Transport

Flash – Malgré une légère baisse des coûts du [fret maritime](#) depuis septembre 2021, leur niveau très élevé continue de pénaliser les PME britanniques, alerte *Make UK*.

Flash – Selon des informations parues dans la [presse britannique](#), le gouvernement pourrait s'écarter des règles de l'UE en matière de sécurité des véhicules (*General Safety Regulations*). Cette réglementation européenne impose des normes visant à réduire les risques d'accident mortel en cas de collision entre des piétons et des voitures ainsi que des véhicules lourds.

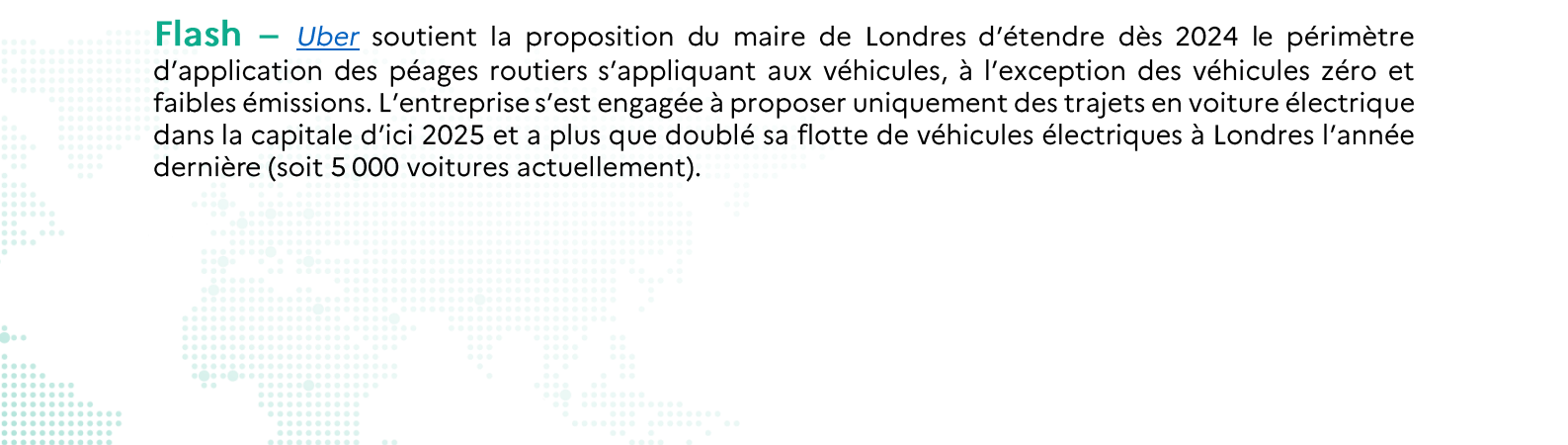
Flash – Selon les derniers chiffres de *Transport for London (TfL)*, la [fréquentation](#) du métro londonien s'établit à 60 % de son niveau pré-pandémique (+ 25 % par rapport à janvier 2022) et celle des bus, à 75 % (+ 10 %).

Flash – Le gouvernement a lancé le concours pour choisir la localisation du siège de [Great British Railways \(GBR\)](#) qui sera situé hors de Londres, conformément aux engagements pris dans le cadre du *levelling up*.

Flash – Le ministère des Transports (*DfT*) lance une [consultation](#) afin de déterminer quelles sont les compétences nécessaires pour assurer la transition du secteur des transports et diversifier les profils. Un groupe de travail sur ce sujet sera également créé.

Flash – Le *DfT* a publié la *National Travel Attitudes Study (NTAS)* portant sur l'usage des moyens de transport par ferry et par avion avant et pendant la pandémie. L'étude a été menée en septembre 2021 auprès d'Anglais de plus de 16 ans.

Flash – [Uber](#) soutient la proposition du maire de Londres d'étendre dès 2024 le périmètre d'application des péages routiers s'appliquant aux véhicules, à l'exception des véhicules zéro et faibles émissions. L'entreprise s'est engagée à proposer uniquement des trajets en voiture électrique dans la capitale d'ici 2025 et a plus que doublé sa flotte de véhicules électriques à Londres l'année dernière (soit 5 000 voitures actuellement).



Le ministère des Transports (DfT) prolonge l'aide financière accordée à Transport for London (TfL)

L'accord de financement (*funding settlement*) conclu entre le DfT et TfL a été prolongé à plusieurs reprises en 2021 et devait prendre fin le 4 février. Il est finalement prolongé jusqu'au [18 février](#), le temps pour TfL de trouver des sources de financement « plus pérennes », selon le DfT. TfL a déjà reçu 4,5 Md£ depuis le printemps 2020 afin de faire face aux pertes financières liées à la pandémie, mais estime qu'il lui manque encore 1,9 Md£ pour maintenir ses services à leur niveau actuel. Faute d'un nouveau soutien financier du gouvernement, TfL considère qu'il devra appliquer une stratégie de *managed decline* en réduisant son offre de services de bus et métro ainsi que les investissements routiers. Le gestionnaire des transports londoniens pourrait également décider de diminuer son soutien aux mobilités douces, afin d'économiser 500 M£. L'un des principaux syndicats des transports a par ailleurs annoncé que les conducteurs du [métro](#) londonien feraient grève les 1^{er} et 3 mars afin de protester contre une probable dégradation de leurs conditions salariales et de travail.

La fin des aides financières « Covid » pourrait contraindre les compagnies de bus à supprimer un tiers de leurs services en Angleterre

Ces aides financières (*Bus Recovery Grants*) arrivent à échéance le 5 avril et ne devraient pas être renouvelées, bien que la fréquentation des [bus](#) ne se situe encore qu'à 70 % de son niveau pré-pandémique. La *Confederation of Passenger Transport (CPT)* appelle à une prolongation, pour une courte période, de ce soutien financier afin de favoriser la reprise du secteur. La CPT estime qu'il manquerait 350 M£ aux opérateurs pour financer leurs coûts de fonctionnement en 2022, ce qui pourrait entraîner la suppression d'un tiers des services proposés, notamment dans les zones rurales. Le secteur souligne également que cette décision serait préjudiciable à l'atteinte des objectifs fixés par la *National Bus Strategy* et la *Net Zero Strategy*.

L'introduction de nouveaux contrôles aux frontières à l'été 2022 inquiète les transporteurs britanniques

Logistics UK, association professionnelle représentant le secteur du fret et de la logistique, craint que l'introduction, au cours du second semestre, de nouveaux contrôles biométriques par l'UE (*Entry/Exit System, EES*) ne crée des ralentissements dans les [ports](#) de Douvres et Folkestone. Selon *Logistics UK*, le nouveau système obligerait les chauffeurs de poids lourds à quitter leurs véhicules et traverser à pied des routes fréquentées afin de se soumettre au contrôle de leurs passeports. L'organisme professionnel exhorte donc le RU et l'UE à négocier sur ce point afin d'éviter une « mise à l'arrêt » des ports britanniques, aussi bien pour le transport de marchandises que de passagers. Ces demandes arrivent alors que le *Public Accounts Committee (PAC)* de la Chambre des communes a publié un [rapport](#) très critique sur les bénéfices réels du Brexit pour les entreprises. Selon ce document, les nouvelles formalités douanières ont créé des coûts supplémentaires pour les entreprises, ce qui nécessite un accompagnement spécifique, en particulier pour les PME. Le comité parlementaire estime par ailleurs peu probable que le RU respecte le calendrier qu'il s'est fixé en matière de contrôles douaniers et de mise en œuvre d'une « frontière intelligente ».

Le gouvernement souhaite développer les infrastructures électriques à quai

La décarbonation des transports, dont le transport [maritime](#), fait partie des priorités identifiées par le RU pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Lors de son discours annuel devant la *UK Chamber of Shipping (UKCoS)*, le secrétaire d'Etat en charge du maritime, Robert Courts, a annoncé que le RU souhaitait mettre en œuvre rapidement des infrastructures électriques à quai. Les émissions à quai constituent une source majeure de pollution atmosphérique et sonore, les navires devant continuer à faire tourner leurs moteurs diesel afin d'alimenter leurs équipements (éclairage, cuisines, climatisation, etc.). Un [appel à contributions](#) a été lancé afin d'étudier les avantages et coûts de l'alimentation à quai, le niveau d'émissions produit par les navires utilisant cette technologie et les options pour son déploiement. Tim Morris, PDG du *UK Major Ports Group* (association professionnelle représentant les principaux ports britanniques), a salué le lancement de cette consultation et a souligné que le déploiement de cette technologie présentait des défis importants pour le secteur, notamment en matière de coûts.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international